



Bourse Uemoa

La BRVM ouvre sa séance du Jour
La Bourse Régionale des valeurs mobilières (BRVM) ouvre sa séance de cotation du jour ... • (Page 07)

Wall Street

La Tech retrouve in extremis la faveur des investisseurs

Oracle, Nvidia, Alphabet, Apple ou encore Microsoft ont terminé la semaine dans le vert à la bourse de New-York grâce à un regain d'intérêt des marchés financiers ... • (Page 08)

Gastronomie

Comment bien choisir son foie gras pour les fêtes

Invariablement associé aux fêtes de fin d'année, il se décline de multiples façons. Quelques repères pour ne pas ... • (Page 08)

Perspectives économiques

Le Togo mise sur la résilience et la réforme pour «tenir bon»

• (Page 03)

Commande publique

Mila Azliable prend les rênes de la DNCCP

Après la nomination en Conseil des ministres de la nouvelle directrice nationale du contrôle de la commande ... • (Page 02)

Sommet de la Diaspora 2025

Pour une Afrique souveraine, réconciliée et actrice de son destin

Invité d'honneur du Sommet de la Diaspora 2025, tenu le vendredi 19 décembre à Accra, le Président du Conseil, Faure Essozimna ... • (Pages 04)

Sécurité alimentaire

La CEDEAO, l'UEMOA et le CILSS posent les jalons d'une réforme concertée

Réunis à Lomé les 17 et 18 décembre 2025, la CEDEAO, l'UEMOA et le CILSS, en collaboration avec les membres du Comité de pilotage, ont engagé une étape ... • (Page 06)

Blitta / Réparations communautaires

Le HCRRUN offre de l'eau potable aux populations d'Agbandi-Zongo et Diguina

Deux châteaux d'eau réalisés par le Haut-commissariat à la réconciliation et au renforcement de l'unité nationale (HCRRUN) ont été réceptionnés ... • (Page 11)



OTR – secteur privé

• (Page 04)

Nouveau partenariat fiscal pour soutenir la croissance en 2026





PROFITEZ DÈS MAINTENANT DE L'INSTALLATION À **0 FCFA***

TÉLÉCHARGEZ L'APP **CANALBOX** POUR TESTER VOTRE ÉLIGIBILITÉ



8866 www.canalbox.tg

* Paiement du premier forfait mensuel à la souscription
Coût de l'appel : 20 FCFA.

Commande publique

Mila Azliable prend les rênes de la DNCCP

Après la nomination en Conseil des ministres de la nouvelle directrice nationale du contrôle de la commande publique, Mila Azliable, a officiellement pris les rênes de l'institution, ce 19 décembre 2025.

● Wilson Lawson

La Direction nationale du contrôle de la commande publique (DNCCP) a vécu un moment institutionnel avec la passation de charges entre le directeur national sortant et la nouvelle directrice, à la suite de la nomination intervenue en Conseil des ministres le 17 décembre. La cérémonie a été présidée par Mme Akou Mawussé Adétou Afidenyigba, directrice de Cabinet du ministre des Finances et du Budget, représentant le ministre Essowè Georges Barcola. Dans son adresse à l'assistance, Mme Afidenyigba a rappelé le caractère républicain de l'événement, tout en saluant le travail accompli par le directeur national sortant, M. Soumaïla Rassidi. Pendant six années, ce dernier a conduit la DNCCP avec « un engagement sans faille », contribuant à consolider les bases du contrôle et de la régulation de la commande publique au Togo. La directrice de Cabinet a ensuite souhaité la bienvenue à la nouvelle directrice nationale, Mme Mila Azliable, soulignant que sa prise de fonction intervient à un moment charnière, marqué par des performances notables



et de nouvelles réformes attendues. Elle a exprimé sa confiance en ses compétences et en son parcours, avant d'inviter l'ensemble du personnel à coopérer pleinement avec la nouvelle responsable, dans le respect des valeurs d'excellence, d'intégrité et de déontologie.

Une mission au cœur de la bonne gouvernance

Prenant la parole, la directrice nationale entrante, Mme Mila Azliable, a exprimé sa profonde gratitude au Président du Conseil, Son Excellence Faure Essozimna Gnassingbé, pour la confiance placée en elle. Elle a également adressé ses remerciements au ministre des Finances et du Budget pour

son soutien, ainsi qu'au directeur sortant pour le travail accompli à la tête de la DNCCP. Consciente des enjeux, Mme Azliable a qualifié la mission qui lui est confiée d'« exigeante et stratégique ». Elle a affirmé son engagement à œuvrer dans le strict respect des textes en vigueur, tout en s'inscrivant dans une logique de continuité, de rigueur et de service public. Son ambition est de consolider les acquis, améliorer le système de la commande publique et renforcer la collaboration avec l'ensemble des acteurs. De son côté, le directeur national sortant, M. Soumaïla Rassidi, a rendu hommage au leadership du Président du Conseil, saluant la confiance accordée à la jeunesse. Il a rappelé que depuis l'opérationnalisation de la DNCCP en 2011, le personnel est majoritairement jeune, symbole d'un pari assumé sur les compétences nationales. En guise de conclusion, il a remercié les différents ministres en charge des finances qui ont accompagné la DNCCP au fil des années, tout en rassurant la nouvelle directrice de la disponibilité et de l'engagement du personnel pour la suite de la mission. La passation de charges intervient dans un contexte de poursuite et d'approfondissement des réformes de la commande publique au Togo. Plusieurs chantiers structurants sont en cours, notamment l'adoption du texte relatif à la publication des informations sur les bénéficiaires effectifs des marchés publics, inscrite dans les repères structurels du programme avec le Fonds monétaire international (FMI), ainsi que la digitalisation de la commande publique avec l'appui de la Banque mondiale. Ces réformes visent à renforcer la transparence, la célérité et l'efficacité des procédures.



AUX DECIDEURS ...

Le temps de la coordination et de l'audace

À peine les projecteurs de la COP30 se sont-ils éteints que le Togo donne déjà le ton. Avec le lancement du Cadre national d'identification et de formulation des projets climatiques, les autorités togolaises envoient un signal fort : celui d'un pays décidé à passer du discours à l'action, et surtout à structurer son action climatique autour d'une vision claire, cohérente et ambitieuse.

Pendant longtemps, l'Afrique – et le Togo n'y a pas échappé – a souffert d'un paradoxe climatique. D'un côté, une volonté politique affichée, des initiatives multiples et des partenaires mobilisés ; de l'autre, une dispersion des efforts, des projets isolés et une difficulté chronique à accéder aux financements internationaux pourtant disponibles. Le constat posé lors de la cérémonie de lancement est sans détour : sans coordination, sans lisibilité et sans projets « bankables », les bonnes intentions restent lettre morte. Le nouveau cadre national vient précisément répondre à cette faiblesse structurelle. Il ne s'agit pas d'un document de plus, mais d'un outil stratégique destiné à fédérer l'ensemble des acteurs – administrations, collectivités, secteur privé, société civile et partenaires financiers – autour d'un même langage et d'une même méthode. À l'heure où la finance climatique devient de plus en plus exigeante, seuls les pays capables de présenter des projets crédibles, alignés sur leurs priorités de développement et conformes aux standards internationaux peuvent espérer capter des ressources conséquentes.

L'autre mérite de cette initiative est de replacer la question climatique au cœur du développement économique. L'enjeu n'est plus seulement de protéger l'environnement, mais de transformer les contraintes climatiques en opportunités d'investissement durable, créatrices d'emplois et de valeur ajoutée. Les échanges avec les institutions comme la BOAD, l'Union européenne ou les banques commerciales l'ont clairement montré : l'argent existe, mais il va là où les projets sont solides, structurés et portés par une gouvernance crédible.

Toutefois, ce cadre, aussi pertinent soit-il, ne produira ses effets que s'il est suivi d'actions concrètes et mesurables. La structuration d'un véritable pipeline de projets, le renforcement des capacités des acteurs nationaux et la mise en œuvre d'une feuille de route partagée seront les véritables tests de cette ambition. Le défi est désormais d'éviter que cet élan ne s'essouffle et que la coordination annoncée ne reste théorique.

En prenant cette initiative dans le sillage de la COP30, le Togo affirme sa volonté de ne plus subir l'agenda climatique, mais d'y prendre toute sa place. Le message est clair : le temps des projets dispersés est révolu. Place à une action climatique structurée, lisible et tournée vers l'investissement. Reste maintenant à transformer l'essai, car sur le climat comme sur le développement, l'histoire ne retient que ceux qui savent allier vision et exécution.

M.T

Le Togo en chiffres

DEMOGRAPHIE

| | Pays | Afrique de l'Ouest | Afrique subsaharienne |
|---|----------|--------------------|-----------------------|
| Population (NU, 2023) | 9,3 M | 446 M | 1,2 Md |
| Taux de croissance démographique (NU, 2023) | 2,3% | 2,3% | 2,6% |
| Population en 2050 (estimations NU, 2023) | 15,6 M | 735 M | 2,1 Mds |
| Taux de fertilité (NU, 2023)* | 4,2 | 4,4 | 4,3 |
| Mortalité infantile des enfants de moins de 1 an (NU, 2023)** | 41 | 60 | 48 |
| Taux de natalité chez les femmes âgées de 15 à 19 ans (2023, NU)*** | 77,1 | 91,2 | 94,4 |
| Part de la population âgée de moins de 15 ans (NU, 2023) | 39,9% | 41,5% | 41% |
| Espérance de vie à la naissance (NU, 2023) | 62,7 ans | 58,3 ans | 62,1 ans |
| Part de la pop. urbaine (NU, 2023) | 44,5% | 49,5% | 43,1% |

* Nombre d'enfants par femme. ** Nombre de décès pour 1000 enfants. *** Nombre de naissances pour 1000 femmes.

● Source : tresor.economie.gouv.fr

Perspectives économiques

Le Togo mise sur la résilience et la réforme pour «tenir bon»

À Lomé, le ministre des Finances et du Budget, Essowè Georges Barcola, a ouvert, le vendredi 19 décembre, un séminaire consacré aux perspectives économiques de l'Afrique subsaharienne, aux côtés de son collègue de l'Économie et de la Veille stratégique, Badanam Patoki.

• Joël Yanclo

Une rencontre pour examiner le rapport du FMI, édition octobre 2025, intitulé « Tenir bon », et traduire ses analyses en orientations concrètes pour le Togo. Le séminaire de présentation des perspectives économiques de l'Afrique subsaharienne expose une dynamique de dialogue et de réflexion autour du rapport du Fonds monétaire international (FMI), publié en octobre 2025. Intitulé « Tenir bon », ce document de référence dresse le tableau d'une région confrontée à de multiples chocs — pressions budgétaires, tensions géopolitiques, insécurité régionale, dérèglements climatiques — mais qui fait néanmoins preuve d'une résilience remarquable. Pour le ministre des Finances et du Budget, cette rencontre va bien au-delà d'un simple exercice académique. Elle vise à mieux comprendre les dynamiques économiques régionales et mondiales afin d'orienter efficacement les politiques publiques nationales. « La rencontre de ce jour s'ins-



les tendances en décisions », a-t-il souligné en lançant les travaux. Dans son intervention, Essowè Georges Barcola a rappelé que, malgré un contexte international fragile, l'Afrique subsaharienne continue d'avancer, de s'adapter et d'innover. Le Togo, en particulier, reste engagé sur la voie de la transformation structurelle et de la croissance inclusive, en cohérence avec les recommandations du FMI et les priorités nationales de développement.

sions du rapport « Tenir bon », le ministre a mis en avant la capacité de résilience de l'économie togolaise. Citant le Président du Conseil, SEM Faure Essozimna Gnassingbé, il a rappelé que le pays évolue dans un environnement difficile, marqué par la crise climatique, la baisse de l'aide internationale et les tensions sécuritaires. « Cependant, notre résilience est réelle, la croissance reste robuste et notre cadre macroéconomique est solide », a-t-il affirmé. La performance est,

selon lui, le fruit de réformes ambitieuses engagées sous la très haute direction du Chef de l'État, visant à soutenir les secteurs primaire, secondaire et tertiaire. Toutefois, le ministre n'a pas occulté les défis persistants, notamment la fragilité budgétaire, le niveau de la dette publique et certaines vulnérabilités internes. Dans cette perspective, le projet de loi de finances pour l'exercice 2026, actuellement en discussion au Parlement, apparaît comme un instrument central de la stratégie gouver-

nementale. Il met l'accent sur la consolidation budgétaire avec un objectif clair : ramener le déficit à 3 % du PIB, conformément aux engagements communautaires de l'UEMOA. Pour atteindre cet objectif, plusieurs leviers sont actionnés : le renforcement de la mobilisation des recettes à travers la poursuite des réformes de l'Office Togolais des Recettes, l'accélération de la digitalisation et l'introduction de la facturation électronique ; la maîtrise et

la transparence de la dette publique, avec la publication trimestrielle de ses statistiques ; et la rationalisation des dépenses de fonctionnement de l'État, notamment par la dématérialisation des procédures de passation des marchés publics. Parallèlement, les investissements sociaux seront maintenus et renforcés pour améliorer la protection sociale et les conditions de vie des populations les plus vulnérables.

Le FMI, partenaire des réformes économiques

Ce séminaire intervient quelques semaines après les Assemblées annuelles du FMI et de la Banque mondiale, tenues à Washington du 13 au 18 octobre. Ces rencontres ont permis au Togo de consolider son partenariat stratégique avec les deux institutions, dans un esprit de croissance inclusive et de transformation structurelle. Essowè Georges Barcola a salué l'engagement constant du FMI dans l'accompagnement des réformes visant l'assainissement des finances publiques. « Les analyses du FMI jouent un rôle central dans l'orientation de nos actions et la prévention des risques économiques mondiaux », a-t-il déclaré, remerciant également les institutions financières nationales, régionales et internationales pour leur soutien. Les enseignements du rapport « Tenir bon » apparaissent comme autant d'invitations : à poursuivre les réformes, à renforcer la résilience et à consolider les fondamentaux économiques.



crit dans la continuité du dialogue engagé avec nos partenaires pour traduire l'analyse en action, les chiffres en orientations et



Résilience togolaise et choix budgétaires structurants

S'appuyant sur les conclu-



Le Togo en chiffres

| | 2023 | 2024 |
|--|----------|----------|
| Croissance du PIB réel (FMI) | 5,6 % | 5,3 % |
| Croissance du PIB réel par habitant (FMI) | 3,1 % | 2,8 % |
| Taux d'inflation moyen annuel (FMI) | 5,3 % | 2,7 % |
| Solde budgétaire global, dons compris (en % du PIB, FMI) | -6,7 % | -4,9 % |
| Dette publique (en % du PIB, FMI) | 68,0 % | 69,7 % |
| Recettes publiques (en % du PIB, FMI) | 19,8 % | 19,0 % |
| Solde courant externe (en % du PIB, FMI) | -2,9 % | -3,0 % |
| Réserves en mois d'importations (FMI, Regional Economic Outlook) (UEMOA) | 3,2 mois | 3,3 mois |



OTR – secteur privé

Un nouveau partenariat fiscal pour soutenir la croissance en 2026

Face aux tensions entre l'administration fiscale et les opérateurs économiques, le ministre des Finances et du Budget, Essowè Georges Barcola, a initié en fin de semaine écoulée, une rencontre d'échange franche entre l'Office togolais des recettes (OTR) et le secteur privé.

● Joël Yanclo

L'objectif est de lever les malentendus, restaurer la confiance et poser les bases d'un partenariat rénové, indispensable à la mobilisation des ressources et à l'amélioration du climat des affaires au Togo. Conscient qu'aucune relation institutionnelle n'est exempte de difficultés, le ministre Essowè Georges Barcola a pris l'initiative d'ouvrir un cadre de dialogue direct entre l'OTR et les acteurs du secteur privé. Le ministère des Finances et du Budget a joué, pour l'occasion, un rôle de modérateur afin de garantir des échanges constructifs et équilibrés entre ces deux piliers de l'économie nationale. Dès l'entame de la rencontre, le ministre a remercié les participants pour leur forte mobilisation, y voyant la preuve de l'importance stratégique de la question fiscale pour le développement du pays. Il a également salué le jumelage des douanes et des impôts au sein de l'OTR, une réforme majeure issue d'une vision ambitieuse portée sous le leadership du Président du Conseil, Son Excellence Faure Essozimna Gnassingbé. Pour le ministre Barcola, l'enjeu central de cette rencontre est clair : « échanger pour lever les malentendus et avancer », afin de bâtir un véritable partenariat entre le secteur privé et l'adminis-



tration fiscale. Une démarche qui marque la volonté des autorités de privilégier le dialogue plutôt que la confrontation, dans un contexte où la mobilisation des recettes reste un défi majeur pour les finances publiques.

Réconcilier efficacité fiscale et climat des affaires

La rencontre a également donné la parole au président du patronat togolais, Coami Laurent Tamegnon, qui, au nom de ses pairs, a salué l'initiative ministérielle. Citant Freud, il a rappelé que « rien ne se fait sans passion, mais qu'il faut avancer avec douceur », soulignant ainsi l'importance d'un dialogue apaisé après des années de frustrations accumulées par les opérateurs économiques. S'adressant directement à ses collègues du secteur privé, il a reconnu les difficultés subies, tout en appelant à dépasser les antagonismes. « Il ne s'agit pas de se poser en adversaires. Nous sommes des partenaires, et ce qui compte, c'est le développement de notre pays », a-t-il insisté, donnant le ton d'une rencontre résolument tournée vers l'avenir. Pendant près de deux heures, les échanges ont porté sur des sujets sensibles : législation de l'OTR, redressements fiscaux, pression fiscale, pratiques douanières. Autant de thématiques souvent sources de tensions,

mais qui ont été abordées dans un esprit de franchise. À chaque préoccupation exprimée, le ministre des Finances a apporté des réponses, rappelant les nouvelles dispositions adoptées pour accroître l'efficacité de l'administration fiscale et optimiser la collecte des recettes de l'État.

2026, l'année d'un nouveau départ fiscal

Le ministre Essowè Georges Barcola s'est félicité de la qualité des échanges, qualifiant la rencontre de « débat sans tabou » susceptible de contribuer fortement à l'amélioration du climat des affaires au Togo. Il a rappelé le rôle central du secteur privé, moteur de la croissance et contributeur essentiel à la richesse nationale, tout en regrettant les frictions passées avec l'administration fiscale. Résolument tourné vers l'avenir, le ministre a exprimé son souhait de voir émerger, dès 2026, un nouveau partenariat fondé sur la confiance, la transparence et la responsabilité partagée. Un bilan d'étape est d'ores et déjà prévu à la fin du premier trimestre de l'année prochaine, afin d'évaluer les avancées et d'ajuster, si nécessaire, les mécanismes de collaboration.



Sommet de la Diaspora 2025 à Accra

Pour une Afrique souveraine, réconciliée et actrice de son destin

Invité d'honneur du Sommet de la Diaspora 2025, tenu le vendredi 19 décembre à Accra, le Président du Conseil, Faure Essozimna Gnassingbé, a pris une part active aux travaux consacrés à la valorisation de la contribution de la diaspora au développement de l'Afrique.

● Junior Aredola

La participation du Président du Conseil, Faure Essozimna Gnassingbé, au Sommet de la Diaspora 2025 à Accra s'inscrit dans une dynamique résolument panafricaine. Elle témoigne également de la reconnaissance internationale de son leadership en matière de promotion de la diaspora africaine et des Afrodescendants comme acteurs stratégiques du développement économique, social et culturel du continent. Invité d'honneur de cette rencontre internationale, le Président du Conseil s'est réjoui de la tenue d'un sommet dont l'ambition dépasse toute logique de revendication nostalgique. Pour lui, la question de la diaspora relève avant tout d'une exigence de justice, condition essentielle de stabilité et levier de transformation pour les générations futures. « L'Afrique n'est pas un continent blessé qui demande l'assistance », a-t-il affirmé, soulignant la nécessité pour l'Afrique et sa diaspora de reprendre pleinement leur destin en main. Dans cette perspective, Faure Essozimna Gnassingbé a réaffirmé l'engagement constant du Togo en faveur de la valorisation du potentiel de la diaspora africaine.

Réparations, justice historique et guérison collective

Au cœur de son intervention, le Président du Conseil s'est longuement appesanti sur la question des réparations des préjudices causés à l'Afrique par la traite transatlantique et la colonisation. Ces tragédies historiques, a-t-il rappelé, n'ont pas seulement anéanti des millions de vies humaines, mais ont profondément structuré l'économie mondiale en instaurant des inégalités durables, des asymétries commerciales, des fractures technologiques et des fragilités institutionnelles qui persistent encore aujourd'hui. Pour Faure Gnassingbé, comprendre ces mécanismes est indispensable afin d'« identifier les forces encore invisibles qui continuent de façonner le système mondial au détriment de l'Afrique et de sa diaspora

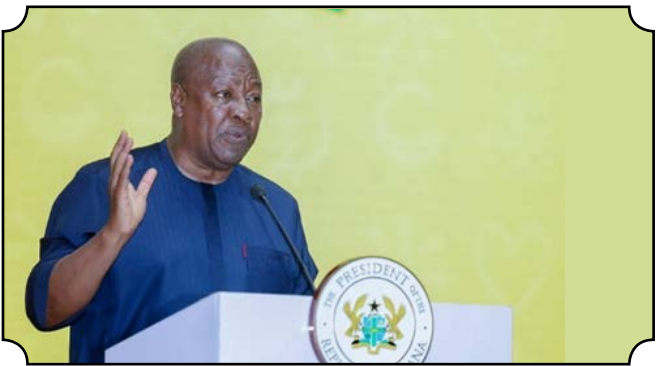


». Dans ce contexte, les réparations ne doivent pas être perçues uniquement comme un acte moral, mais comme un levier stratégique du développement africain, au même titre que les investissements dans les infrastructures, la finance ou la transformation productive. Il a insisté sur la nécessité d'une reconnaissance formelle et juridiquement contraignante de la traite transatlantique comme crime contre l'humanité.

Une refondation de la place de l'Afrique dans le monde

Dans un contexte international en mutation, Faure Essozimna Gnassingbé a plaidé pour une refondation profonde de la position de l'Afrique sur la scène mondiale. Selon lui, les réparations doivent ouvrir la voie à un nouveau pacte économique, culturel et ins-

titutionnel entre l'Afrique et le reste du monde, fondé sur la souveraineté économique, la mobilité du savoir et un investissement massif dans la jeunesse africaine et diasporique. Le Président du Conseil a salué la dynamique impulsée par le Président ghanéen, John Dramani Mahama, une initiative pleinement soutenue par le Togo, engagé depuis plusieurs années dans le plaidoyer pour la réparation des préjudices historiques, la réforme des règles du commerce international, la participation de l'Afrique à la gouvernance financière mondiale, la protection des données et l'accès aux technologies stratégiques. Le Président ghanéen, John Dramani Mahama, a salué cette participation, soulignant l'importance de l'engagement de Faure Essozimna Gnassingbé en faveur des réparations et de la mobilisation de la diaspora africaine.



Le Togo en chiffres

Commerce extérieur du Togo (M USD, Banque Mondiale)



● Source : tresor.economie.gouv.fr

TOUTE L'ACTUALITÉ ECONOMIQUE DU TOGO ET D'AILLEURS



» **Couverture médiatique**



» **Insertion publicitaire**



» **Publi-reportage ...**

**Accédez à notre *Site Web* et tenez vous
informer en temps réel de toute l'actualité !!**

... L'économiste du Togo, le journal des décideurs ...

Sécurité alimentaire**La CEDEAO, l'UEMOA et le CILSS posent les jalons d'une réforme concertée**

Réunis à Lomé les 17 et 18 décembre 2025, la CEDEAO, l'UEMOA et le CILSS, en collaboration avec les membres du Comité de pilotage, ont engagé une étape décisive dans la révision de la Stratégie régionale de stockage de sécurité alimentaire. Objectif : renforcer la capacité collective de prévention et de gestion des crises alimentaires dans un espace régional confronté à des défis structurels et conjoncturels croissants.

● **Vivien Atakpabem**

Les travaux de Lomé ont débuté par une concertation de haut niveau entre la CEDEAO, l'UEMOA et le CILSS, organisée dans une dynamique de convergence stratégique. Ouvrant les échanges au nom du Président de la Commission de la CEDEAO, le Commissaire chargé des affaires économiques et de l'agriculture, Dr Kalilou Sylla, a salué la mobilisation des délégations partenaires et leur engagement constant aux côtés de la CEDEAO. Il a insisté sur la nécessité pour les trois organisations intergouvernementales de renforcer leur collaboration afin d'apporter des réponses coordonnées et cohérentes aux défis persistants de la sécurité alimentaire en Afrique de l'Ouest. Cette concertation a permis d'harmoniser les points de vue sur le pilotage conjoint du processus de révision, dans un contexte régional marqué par des crises alimentaires récurrentes, des conflits, des pressions sur les marchés et une baisse du pouvoir d'achat des populations. Les trois OIG ont convenu qu'une réforme pertinente du système régional de stockage ne saurait se faire sans un cadre politique cohérent,



ni sans l'implication effective des États membres et de l'ensemble des parties prenantes. Elles ont réaffirmé leur volonté de faire converger les politiques agricoles et de sécurité alimentaire vers des objectifs communs, tout en clarifiant le périmètre des risques à couvrir.

Modèle économique robuste et gouvernance renforcée

Au cœur des discussions, les participants ont mis en avant l'importance d'un portage politique fort, tenant compte des enjeux de gouvernance, de pérennisation du dispositif et de reconfiguration de l'espace régional. La mobilisation accrue des 17 États membres apparaît comme un impératif pour garantir l'efficacité et la durabilité du futur système de stockage. Les organisations ont également souligné les avantages liés à la construction d'un modèle économique robuste, repo-

sant prioritairement sur des ressources et mécanismes régionaux. L'opérationnalisation de la réserve financière, à travers des guichets dédiés à différents types de risques, a été identifiée comme un levier essentiel pour améliorer la réactivité face aux crises. Par ailleurs, le renforcement des dispositifs de suivi-évaluation, de communication et de visibilité, appuyés par des indicateurs mesurant les effets et impacts, devra occuper une place centrale dans la nouvelle stratégie. Ces outils permettront non seulement d'assurer la transparence, mais aussi d'évaluer l'efficacité des interventions et d'ajuster les réponses en temps réel. Dans la continuité de la concertation de haut niveau, la deuxième réunion du Comité de pilotage a permis de faire le point sur l'état d'avancement des travaux et de recueillir les orientations nécessaires à la poursuite du processus de révision.

Avec afriqueitnews.com

Nigeria**Le fonds FCMB-TLG prépare une levée de 13,7 millions \$ pour les PME**

Ces capitaux offrent aux investisseurs institutionnels et aux particuliers fortunés la possibilité de soutenir la croissance des secteurs clés de l'économie nigériane, tout en finançant des entreprises qui favorisent un développement économique durable dans le pays.

Le FCMB-TLG Private Debt Fund, un fonds de dette privée libellé en naira, a obtenu l'approbation réglementaire de la Securities and Exchange Commission (SEC) pour le lancement de sa deuxième émission (Series II), d'un montant pouvant atteindre 20 milliards de nairas, environ 13,7 millions de dollars. L'annonce a été faite par FCMB Asset Management Limited, le gestionnaire nigérian du fonds. L'offre sera ouverte aux investisseurs institutionnels et aux particuliers fortunés à partir de janvier 2026, sous réserve des dernières autorisations réglementaires. Les ressources mobilisées seront déployées sous forme de dettes d'entreprise en faveur des sociétés de taille moyenne opérant dans plusieurs secteurs de l'économie nigériane. Selon les informations communiquées, les investissements cibleront l'agriculture, les énergies propres, l'éducation, la santé, la technologie, ainsi que le transport et la



logistique, des secteurs en cohérence avec les objectifs de développement durable des Nations unies. Le fonds prévoit également d'intégrer des critères environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG) dans sa stratégie d'investissement, afin de combiner rendements attractifs ajustés au risque et contribution au développement durable de l'économie nigériane. À travers cette opération qui fait suite au succès de la Série I, le fonds FCMB-TLG entend faciliter l'accès des PME nigérianes à des financements en monnaie locale, dans un environnement caractérisé par une forte demande en capitaux

et une volatilité des marchés financiers. Cogéré par la société d'investissement londonienne TLG Capital et le gestionnaire nigérian FCMB Asset Management Limited, le fonds, lancé en juin 2024, se concentre sur des entreprises économiquement solides et à fort impact au Nigeria. Structuré comme un fonds commun de placement à capital fixe d'une durée de dix ans, le fonds a pour objectif de fournir aux investisseurs des revenus périodiques via des distributions régulières, tout en mettant l'accent sur la préservation du capital investi.

Avec Agence Ecofin

Égypte**300 millions pour financer 3 000 micro-entreprises à travers le pays**

Dans une initiative ambitieuse visant à renforcer l'inclusion financière et à stimuler l'entrepreneuriat local, l'agence égyptienne MSMEDA (Micro, Small and Medium Enterprise Development Agency) a signé un accord de financement d'un montant de 300 millions de livres égyptiennes avec la société de microfinance Reefy Microfinance Enterprise Services.

Cet accord, signé le 17 décembre 2025, marque une étape majeure dans la stratégie nationale de soutien aux très petites entreprises, souvent considérées comme le moteur de l'économie informelle et de l'emploi local. Le financement permettra de soutenir environ 3 000 micro-projets à travers l'Égypte, chaque entreprise pouvant recevoir jusqu'à 266 000 LE. Ces fonds seront distribués par l'intermédiaire du réseau national de 220 agences de Reefy, garantissant une couverture étendue allant des grandes villes aux villages reculés, en passant par les zones rurales et les hameaux. L'objectif de cette initiative est double : encourager les jeunes et les citoyens ordinaires à lancer leurs propres projets tout en aidant les entreprises existantes à se développer, se moderniser ou renouveler leur activité. Ce partenariat



place l'inclusion sociale et financière au cœur de son action, en ciblant particulièrement les femmes, les jeunes et les communautés rurales, historiquement sous-financées. Présent lors de la signature, le PDG de MSMEDA, Basel Rahmy, a souligné l'importance de ces micro-financements pour renforcer la résilience économique des populations locales, créer des opportunités d'emploi et contribuer au développement durable. Il a également insisté sur l'alignement de cette démarche avec les orientations stratégiques de l'État égyptien en matière d'autonomisation économique. De son côté, le PDG de Reefy, Ahmed Labib, a réaffirmé l'engagement de son insti-

tution à fournir des services financiers inclusifs et adaptés aux réalités des entrepreneurs de terrain. Cette collaboration s'inscrit dans une dynamique plus large de renforcement du tissu économique égyptien par le bas, en soutenant des projets à fort impact social. Cet accord représente une avancée significative pour la microfinance en Égypte, en particulier dans un contexte où les petites structures peinent encore à accéder aux ressources nécessaires pour démarrer ou faire croître leurs activités. Grâce à ce nouveau financement, des milliers d'entrepreneurs pourront désormais concrétiser leurs ambitions.

Avec afriqueitnews.com

Afrique**Kagame échange avec Jack Ma et Jerry Yang pour renforcer l'entrepreneuriat**

À Kigali, le 13 décembre 2025, le président rwandais Paul Kagame a rencontré Jack Ma, fondateur du géant chinois Alibaba, ainsi que Jerry Yang, cofondateur de Yahoo, en marge de la septième édition du sommet Africa's Business Heroes.

Cette rencontre de haut niveau a mis en lumière la volonté du Rwanda d'accélérer son développement dans les domaines de l'innovation et de l'entrepreneuriat à travers des partenariats stratégiques avec des figures emblématiques de la tech mondiale. Le sommet, organisé par la Jack Ma Foundation à travers l'initiative Africa's Business Heroes (ABH), s'est déroulé sous le thème « Définir l'avenir de l'Afrique dès aujourd'hui ». Il vise à identifier, soutenir et valoriser les entrepreneurs africains à fort potentiel. Chaque année, le concours ABH récompense dix finalistes venus de tout le continent, en leur offrant une



dotation totale de 1,5 million de dollars. L'édition 2025 n'a pas dérogé à la règle, avec plus de 32 000 candidatures soumises, un record dans l'histoire du programme. Les secteurs représentés cette année allaient de la santé à la fintech, en passant par l'agriculture, la biotech et l'industrie manufacturière. Les échanges entre Paul Kagame, Jack Ma et Jerry Yang ont porté sur des mécanismes de collaboration concrets permettant de stimuler l'écosystème entrepreneurial africain, tant sur le plan du financement que de l'accès

au savoir-faire et à la technologie. Le président rwandais a exprimé l'importance de tels partenariats pour accompagner la montée en puissance des PME africaines et les aider à passer à l'échelle, dans un environnement global de plus en plus compétitif. Depuis 2019, plusieurs entrepreneurs rwandais ont émergé grâce au programme ABH. Parmi eux, on retrouve Albert Munyabugingo, fondateur de Vuba Vuba, Francine Munyaneza de Munyax Eco, Yvette Ishimwe d'IRIBA Water Group, Christelle Kwizera de Water Access Rwanda, et Kevine Kagirimpundu d'UZURI K&Y.

Avec afriqueitnews.com



BULLETIN OFFICIEL DE LA COTE

lundi 22 décembre 2025

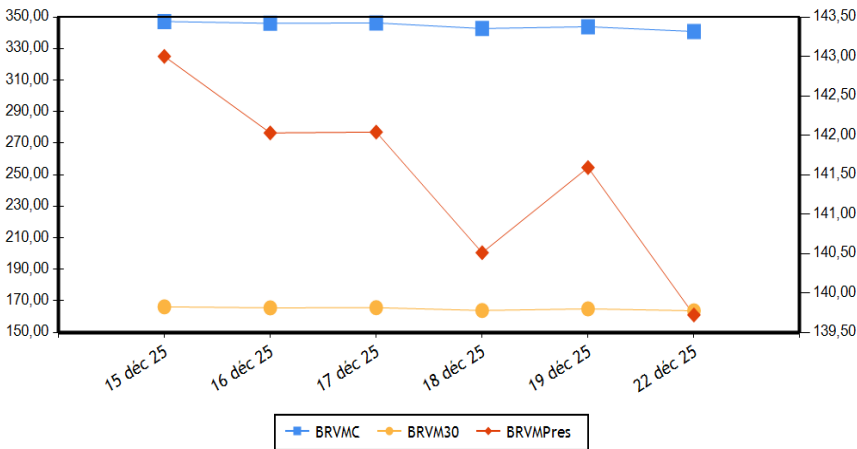
N° 243

| | |
|--------------------|---------|
| BRVM COMPOSITE | 340,78 |
| Variation Jour | -0,89 % |
| Variation annuelle | 23,46 % |

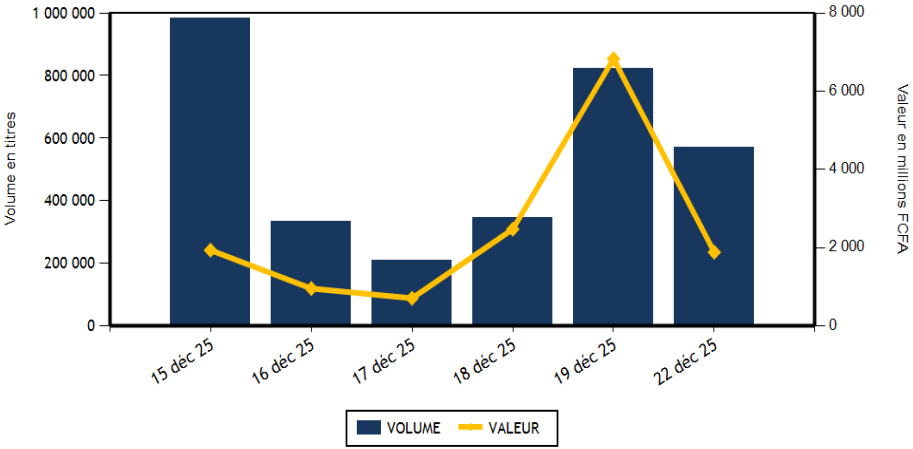
| | |
|--------------------|---------|
| BRVM 30 | 163,64 |
| Variation Jour | -0,75 % |
| Variation annuelle | 17,95 % |

| | |
|--------------------|---------|
| BRVM PRESTIGE | 139,72 |
| Variation Jour | -1,32 % |
| Variation annuelle | 21,66 % |

Evolution des indices



Volumes et valeurs transigés



| Actions | Niveau | Evol. Jour |
|---|--------------------|------------|
| Capitalisation boursière (FCFA)(Actions & Droits) | 13 138 915 095 146 | -0,89 % |
| Volume échangé (Actions & Droits) | 469 442 | 59,31 % |
| Valeur transigée (FCFA) (Actions & Droits) | 869 142 299 | -73,97 % |
| Nombre de titres transigés | 46 | 0,00 % |
| Nombre de titres en hausse | 10 | -41,18 % |
| Nombre de titres en baisse | 31 | 82,35 % |
| Nombre de titres inchangés | 5 | -58,33 % |

| Obligations | Niveau | Evol. Jour |
|---------------------------------|--------------------|------------|
| Capitalisation boursière (FCFA) | 11 411 324 451 658 | -0,01 % |
| Volume échangé | 101 306 | -80,79 % |
| Valeur transigée (FCFA) | 1 011 906 528 | -71,00 % |
| Nombre de titres transigés | 9 | 12,50 % |
| Nombre de titres en hausse | 2 | 100,00 % |
| Nombre de titres en baisse | 1 | 0,00 % |
| Nombre de titres inchangés | 6 | 0,00 % |

PLUS FORTES HAUSSES

PLUS FORTES BAISSES

| Titres | Cours | Evol. Jour | Evol. annuelle |
|-------------------------------------|-------|------------|----------------|
| ERIUM CI (Ex AIR LIQUIDE CI) (SIVC) | 1 655 | 7,47 % | 231,00 % |
| SETAO CI (STAC) | 1 155 | 7,44 % | 156,67 % |
| NEI-CEDA CI (NEIC) | 945 | 5,00 % | 26,00 % |
| ORAGROUP TOGO (ORGT) | 2 565 | 2,60 % | 33,59 % |
| TRACTAFRIC MOTORS CI (PRSC) | 3 805 | 1,60 % | 72,95 % |

| Titres | Cours | Evol. Jour | Evol. annuelle |
|-----------------------|--------|------------|----------------|
| UNILEVER CI (UNLC) | 34 225 | -7,50 % | 428,57 % |
| SICOR CI (SICC) | 3 245 | -7,42 % | -18,88 % |
| SICABLE CI (CABC) | 2 200 | -6,18 % | 111,54 % |
| VIVO ENERGY CI (SHEC) | 1 410 | -5,37 % | 60,23 % |
| SODE CI (SDCC) | 5 800 | -4,92 % | 2,02 % |

INDICES PAR COMPARTIMENT

| Base = 100 au 02 janvier 2023 | Nombre de sociétés | Valeur | Evol. Jour | Evol. annuelle | Volume | Valeur | PER moyen |
|-------------------------------|--------------------|--------|------------|----------------|---------|-------------|-----------|
| BRVM-PRESTIGE | 10 | 139,72 | -1,32 % | 21,66 % | 29 668 | 351 131 265 | 10,63 |
| BRVM-PRINCIPAL (**) | 37 | 216,83 | -1,19 % | 57,00 % | 439 774 | 518 011 034 | 13,95 |

INDICES SECTORIELS ANCIENS

| Base = 100 au 14 juin 1999 | Nombre de sociétés | Valeur | Evol. Jour | Evol. annuelle | Volume | Valeur | PER moyen |
|----------------------------|--------------------|--------|------------|----------------|---------|-------------|-----------|
| BRVM - INDUSTRIE (**) | 11 | 257,32 | -1,89 % | 119,26 % | 51 909 | 150 895 275 | 11,54 |
| BRVM - SERVICES PUBLICS | 5 | 719,56 | -0,07 % | -5,81 % | 31 163 | 226 592 440 | 9,96 |
| BRVM - FINANCES | 16 | 145,46 | -1,25 % | 42,96 % | 344 648 | 369 608 809 | 9,31 |
| BRVM - TRANSPORT | 1 | 347,58 | -4,05 % | 5,78 % | 7 686 | 10 977 040 | 3,67 |
| BRVM - AGRICULTURE | 5 | 330,98 | -1,51 % | 67,95 % | 15 150 | 71 010 175 | 10,69 |
| BRVM - DISTRIBUTION | 7 | 496,04 | -1,32 % | 47,95 % | 12 949 | 27 657 275 | 49,89 |
| BRVM - AUTRES SECTEURS | 2 | 603,48 | 1,16 % | -7,08 % | 5 937 | 12 401 285 | 9,07 |

INDICES SECTORIELS NOUVEAUX

| Base = 100 au 02 janvier 2025 | Nombre de sociétés | Valeur | Evol. Jour | Evol. annuelle | Volume | Valeur | PER moyen |
|-------------------------------------|--------------------|--------|------------|----------------|---------|-------------|-----------|
| BRVM - TELECOMMUNICATIONS | 3 | 93,70 | 0,02 % | -6,30 % | 13 521 | 183 371 305 | 9,82 |
| BRVM - CONSOMMATION DISCRETIONNAIRE | 7 | 170,52 | -0,11 % | 70,52 % | 42 708 | 69 577 690 | 62,85 |
| BRVM - SERVICES FINANCIERS | 16 | 142,96 | -1,25 % | 42,96 % | 344 648 | 369 608 809 | 9,31 |
| BRVM - CONSOMMATION DE BASE (**) | 9 | 214,54 | -1,91 % | 114,54 % | 19 323 | 142 369 085 | 11,60 |
| BRVM - INDUSTRIELS | 6 | 127,01 | -1,47 % | 27,01 % | 25 142 | 44 486 000 | 7,88 |
| BRVM - ENERGIE | 4 | 110,36 | -2,34 % | 10,36 % | 6 458 | 16 508 275 | 13,65 |
| BRVM - SERVICES PUBLICS | 2 | 108,64 | -2,40 % | 8,64 % | 17 642 | 43 221 135 | 9,81 |

Wall Street

La Tech retrouve in extremis la faveur des investisseurs

Oracle, Nvidia, Alphabet, Apple ou encore Microsoft ont terminé la semaine dans le vert à la bourse de New-York grâce à un regain d'intérêt des marchés financiers et une inflation moindre que prévue. Mais certains observateurs restent circonspects.

Même si le marché redoute toujours l'éclosion d'une bulle financière dans la Tech, la situation s'est éclaircie, au moins momentanément, ce vendredi 19 décembre à Wall Street. La Bourse de New York a en effet clôturé en hausse, poussée par un regain d'intérêt pour les Big tech après une série de bonnes nouvelles pour le secteur. L'indice Nasdaq -à forte coloration technologique- a avancé de 1,31%, le Dow Jones a pris 0,38%, et l'indice élargi S&P 500 a gagné 0,88%. «Les investisseurs cherchent à terminer l'année 2025 en beauté en se ruant sur les actions technologiques», remarque Jose Torres, d'Interactive Brokers. Ils «ont réagi positivement aux résultats financiers de Micron, qui ont contribué à apaiser un marché quelque peu instable la semaine dernière», commente auprès de l'AFP Patrick O'Hare, de Briefing.com.

Oracle profite de la résolution du dossier TikTok

En parallèle, le géant des centres de données Oracle (+6,87% à 192,40 dollars) a aussi terminé en nette hausse



après la confirmation de son implication dans la nouvelle co-entreprise qui rassemblera les activités de TikTok aux Etats-Unis et évitera l'interdiction du réseau social dans le pays. «Tout cela a clairement été un facteur favorable aujourd'hui et les actions à très forte capitalisation font à nouveau preuve de dynamisme», observe Patrick O'Hare. Les «Sept Magnifiques», surnom donné aux grands noms du secteur technologique, ont quasiment tous terminé dans le vert, à l'instar de Nvidia (+3,93%), Alphabet (+1,55%), Apple (+0,54%) ou Microsoft (+0,40%). Côté macroéconomique, la place américaine a apprécié les bons chiffres de l'inflation pour le mois de novembre (indice CPI) publiés la veille, avec un ralentissement à 2,7% contre 3% en septembre, soutient M. O'Hare. D

Les inquiétudes

demeurent

«Mais pour être honnête, il y a des raisons de s'interroger sur la pertinence de ces chiffres», observe M. O'Hare. Des experts se sont montrés circonspects, estimant que les données pouvaient avoir été altérées par le «shutdown» qui a suspendu le travail des services statistiques officiels du 1er octobre au 12 novembre. John Williams, le président de la Fed de New York et l'une des voix les plus fortes au sein de la banque centrale des Etats-Unis, a lui-même considéré vendredi que l'inflation n'avait pas autant ralenti que suggéré dans le rapport. Sur le marché obligataire, le rendement de l'emprunt américain à dix ans se tendait à 4,15% vers 21H20 GMT, contre 4,12% jeudi en clôture. A la cote, le groupe américain de vêtements et d'équipements sportifs Nike a chuté (-10,54% à 58,71 dollars) après avoir publié des prévisions moins bonnes qu'initialement anticipé pour le troisième trimestre de son exercice décalé, en raison d'un recul de ses activités en Chine et d'une croissance modeste en Amérique du Nord.

Avec latribune.fr & AFP

Contamination

Perrier pourra produire de l'eau minérale naturelle dans le Gard

Nestlé Waters est autorisée à utiliser deux de ses forages sur les cinq existants sur son site de Vergèze.

Nestlé Waters va pouvoir continuer à produire du Perrier avec l'appellation haut de gamme «eau minérale naturelle» sur son site de Vergèze (Gard), mais seulement sur deux de ses forages, après des épisodes de contamination, selon un arrêté publié vendredi. Après l'avis de l'Agence régionale de santé, le géant de l'agroalimentaire suisse «est autorisé à exploiter après traitement et renforcement au gaz carbonique, l'eau minérale naturelle source Perrier issue du mélange des eaux des captages Romaine VI et Romaine VII» sur le site gardois, écrit le préfet du Gard, Jérôme Bonet, dans cet arrêté daté du 18 décembre et révélé par «Le Monde». L'arrêté impose que les contrôles sanitaires soient renforcés, avec par exemple sur les forages un suivi des paramètres microbiologiques chaque semaine. Et d'ici à deux ans, la transmission d'un bilan pour «attester que la stabilité de la composition minérale



de l'eau, la pureté originelle et la protection suffisante de la nappe exploitée sont vérifiées». Et en cas de dépassement des valeurs limites réglementaires, les forages doivent être arrêtés.

Autres forages démantelés

Les trois autres forages du site, pour lesquels Nestlé n'avait pas demandé d'autorisation, «ne sont plus autorisés à l'exploitation» et leur canalisation devront être démantelées. Pour Foodwatch, «cette décision est incompréhensible car Nestlé n'a démontré que partiellement que les traitements

de microfiltration à 0,45 µm n'avaient pas d'impact sur le microbisme naturel de l'eau», selon l'Autorité régionale de la santé d'Occitanie citée par «Le Monde» donc l'association estime que «la fraude, qui consiste à filtrer les eaux en bouteille, demeure caractérisée». Nestlé Waters est au cœur d'un scandale après avoir admis en 2024 avoir utilisé par le passé des traitements interdits pour ses eaux. Ils ont été remplacés par une microfiltration à 0,2 micron dont la légalité a, elle aussi, été contestée, l'eau minérale naturelle ne pouvant faire l'objet de désinfection ou traitement de nature à modifier ses caractéristiques. Nestlé Waters est ensuite passé à une microfiltration à 0,45 micron, ce qui l'a contraint à déposer en juillet de nouvelles demandes d'autorisation préfectorale pour pouvoir continuer à utiliser l'appellation haut de gamme «eau minérale naturelle».

(afp)

Gastronomie

Comment bien choisir son foie gras pour les fêtes

Invariablement associé aux fêtes de fin d'année, il se décline de multiples façons. Quelques repères pour ne pas se tromper.

On en mange avec parcimonie mais il reste un indétrônable des tables de Noël. La France est le premier pays producteur, exportateur et consommateur de foie gras, patrimoine culturel et gastronomique protégé depuis 2006 sur le territoire national. À l'approche des fêtes, on le trouve à tous les prix et sous toutes ses formes, des étagères des épiceries fines aux linéaires des supermarchés en passant par les marchés, foires, fermes ou autres, et c'est bien souvent un véritable casse-tête pour s'y retrouver. Voici nos conseils et bonnes adresses.

IGP et Label rouge

Depuis plus de vingt ans, une charte du foie gras a été signée par les professionnels de la filière les soumettant à des règles strictes, de l'élevage à la fabrication. Deux labels complètent cette charte. Le Label rouge, un signe national attestant que les conditions de production d'un produit sont supérieures à la moyenne du marché et soumises à un cahier des charges axé sur le bien-être animal, un élevage en plein air d'au moins 102 jours et une alimentation exclusive au maïs en grains entiers du Sud-Ouest et sans OGM. Depuis plus de vingt ans, une charte du foie gras a été signée



par les professionnels de la filière les soumettant à des règles strictes (Crédits : LTD/Randall Benton/Sacramento) L'IGP, pour indication géographique protégée, est une certification européenne garantissant l'élevage, l'abattage et la transformation dans une zone géographique précise mais avec un cahier des charges d'élevage plus souple: 81 jours minimum de plein air et une alimentation au maïs, pas obligatoirement en grains. À moins d'acheter directement chez un producteur local du Sud-Ouest ou d'Alsace (principales régions productrices), ces deux labels sont un gage de qualité.

Oie ou Canard ?

Autrefois, l'oie avait l'avantage pour sa saveur plus fine et sa meilleure tenue à la cuisson. Ses adeptes sont encore nombreux même si le canard arrive aujourd'hui en tête des ventes. Plus facile à élever que l'oie, avec un goût plus prononcé, une

chair plus appétissante au regard et un prix moins élevé, il a remporté l'adhésion des consommateurs. Ne négligeons cependant pas la saveur délicate du foie d'oie.

Foie gras entier, foie gras ou bloc de foie gras ?

Tout est question de morceaux, mais de choix ! Comme son nom l'indique, le foie gras entier est un foie frais, déveiné, assaisonné et cuit entier. À la découpe, il offre une coloration uniforme. À l'inverse, le foie gras est composé de morceaux de lobes, agglomérés entre eux et qui présente, à la découpe, un aspect visuel marbré très esthétique. Le bloc de foie gras, quant à lui, est une préparation à base de foie gras reconstitué et travaillée en pâte lisse voire mousseuse. On peut lui ajouter des morceaux qui doivent constituer au moins 30 % du poids du produit.

Avec latribune.fr

Deutsche Bahn

Les chemins de fer allemands achètent chinois

La commande de bus électriques par la Deutsche Bahn auprès d'un constructeur chinois n'est pas du tout du goût du ministre allemand des Finances.

Le ministre allemand des Finances a critiqué les chemins de fer de son pays, la Deutsche Bahn, pour leur commande de 200 bus électriques auprès du géant chinois BYD, dans un entretien paru samedi. Il y a une semaine, l'entreprise publique avait annoncé la plus grosse commande de bus de son histoire: au total 3300 bus électriques et hybrides fabriqués en majeure partie par l'allemand MAN. «Environ 5% des véhicules attendus» seront fournis «par le constructeur chinois BYD depuis son site de production en Hongrie», avait précisé la Deutsche Bahn dans un communiqué. «Cela m'agace que la Deutsche Bahn ait décidé de commander des bus chinois en plus de son gros achat auprès de MAN», a dit le ministre, éga-



de la Chine

lement vice-chancelier, Lars Klingbeil, dans un entretien au quotidien «Neue Osnabrücker Zeitung». Il a affirmé «souhaiter un patriotisme local sain». Cela implique «que de tels contrats soient attribués à des fabricants allemands ou européens lorsque ceux-ci soumettent des offres appropriées», a poursuivi le ministre social-démocrate. Depuis longtemps déjà, d'«excellents bus électriques», par exemple ceux de Mercedes et MAN, circulent dans les villes allemandes, a-t-il ajouté.

Pression croissante

Avec lematin.ch

Arctique

Le thermostat du monde craque sous les records de chaleur

L'Arctique, longtemps perçue comme le thermostat silencieux de la planète, envoie désormais des signaux d'alarme impossibles à ignorer : le royaume du froid devient plus chaud, plus humide, plus instable.

Selon le 20^e Bulletin arctique 2025 (Arctic Report Card 2025), rédigé par 112 scientifiques issues de 13 pays, la région subit aujourd'hui des bouleversements d'une ampleur inédite, du sommet de l'atmosphère jusqu'aux profondeurs de l'océan. Chaleurs record, précipitations inédites, banquise au plus bas, glaciers en déroute, rivières « rouillées » et toundra qui verdit à grande vitesse : la région se transforme sous nos yeux. Et ce qui se passe en Arctique, rappelle le rapport, « ne reste pas en Arctique ».

Un climat qui bascule : chaleur, pluie et neige bouleversées

La région se réchauffe plus de deux fois plus vite que le reste du globe. Et si les 10 dernières années sont les plus chaudes jamais enregistrées, de octobre 2024 à septembre



2025, l'Arctique a connu ses températures de surface les plus élevées depuis 1900. Les précipitations ont, elles aussi, battu un record annuel : hiver, printemps et automne de l'année écoulée se classent tous parmi les cinq saisons les plus humides depuis 1950. Même tendance pour la neige : après un hiver très abondant et une couverture encore importante jusqu'au mois de mai, l'Arctique a perdu une grande partie de son manteau blanc en quelques semaines, chutant brutalement sous les normales saisonnières en juin – un phénomène récurrent depuis des années. Résultat : la surface enneigée en juin est aujourd'hui deux fois moins importante qu'il y a 60 ans.

Banquise en recul, océan bouleversé

Selon le Bulletin arctique, en mars 2025, la banquise arctique a atteint son plus faible maximum hivernal en 47 ans d'observations satellitaires. En septembre, son étendue minimale s'est classée au 10^e rang des plus basses jamais mesurées et les 19 minima les plus faibles ont été enregistrés au cours des 19 dernières années. Plus frappant encore : la glace la plus ancienne, âgée de plus de quatre ans, a chuté de plus de 95 % depuis les années 1980. Désormais, elle survit presque uniquement au nord du Groenland et de l'archipel canadien. L'« Atlantification » – l'arrivée d'eaux plus chaudes et plus salées provenant de l'Atlantique

Nord – pénètre aujourd'hui jusqu'au cœur de l'océan Arctique. Ce processus, explique le rapport, affaiblit la « stratification océanique », qui agit comme une barrière protectrice empêchant la chaleur de remonter vers la banquise, accélérant ainsi la fonte et menaçant les courants qui influencent le climat mondial.

Les glaciers fondent, les rivières s'oxydent



Entre 2023 et 2024, les glaciers d'Arctique scandinave et du Svalbard ont subi leur plus grande perte de glace jamais mesurée. Au Groenland, 129 milliards de tonnes se sont évaporées en 2025. En Alaska, les glaciers ont perdu en moyenne 38 mètres de hauteur depuis le milieu du XX^e siècle, remodelant radicalement le paysage. Ces pertes alimentent l'élévation du niveau de la mer, fragilisent les réserves d'eau douce et accroissent les risques d'inondations, de glissements de terrain et de tsunamis le long des côtes arctiques.

Un verdissement trompeur

Le « verdissement » de l'Arctique, observé pour la

première fois dans les années 1990, continue de s'accroître. Selon le Bulletin arctique, en 2025, la toundra a atteint son troisième niveau de verdure le plus élevé depuis le début des observations satellites, prolongeant une série de valeurs records entamée en 2020. Mais ce verdissement-là, loin d'être un progrès environnemental, témoigne en Arctique de changements rapides : il transforme les habitats, influe sur les conditions du pergélisol et affecte les moyens de subsistance des populations, avec des implications pour le climat et le cycle du carbone.

Avec news.un.org



HOROSCOPE finance

Bélier Vos gains et vos revenus suivront une courbe ascendante. Si vous êtes salarié, vous pourriez obtenir une prime quelconque. Mais sachez que vous, et vous seul, qui ferez votre chance, en prenant de bonnes initiatives.

Taureau Ce sera le moment de vous occuper très sérieusement de votre situation financière. D'excellents appuis planétaires vous permettront de faire fructifier habilement vos ressources, à condition, bien entendu, que vous vous y mettiez. Vous pourriez réaliser d'intéressants placements à long terme.

Gémeaux Si vous vous laissez aller à de folles dépenses, vous serez aussitôt dans une impasse. Astreignez-vous à faire des économies et à gérer votre budget avec rigueur. Vous allez bientôt traverser une période de vaches maigres.

Cancer Vous aurez la possibilité de consolider votre situation matérielle grâce à des transactions profitables que vous offrira un environnement planétaire très faste. Vous saurez prendre des risques calculés et limiter au maximum les dangers éventuels ; cela vous réussira.

Lion Côté finances, cette position de Jupiter peut signifier que vous allez entrer dans une période un peu moins protégée que dernièrement. Cette journée ne sera pas marquée par de réels problèmes pécuniaires, ni même par une diminution de votre train de vie ; mais vous devez vous attendre à une relative stagnation de vos revenus, qui vont cesser d'augmenter pendant un certain temps. A vous de gérer votre budget en conséquence !

Vierge Cette conjoncture astrale est un indice certain de grande chance financière. Ne laissez pas passer ce bon influx : demandez une prime quelconque, acceptez un nouveau travail, jouez à un jeu de hasard en prenant compte, bien entendu, de votre nombre de chance du jour.

Balance Cet aspect de la Lune pourrait compromettre votre équilibre financier. Vous ne courrez pas à la catastrophe, mais il vaudra mieux rester prudent et économe cette fois.

Scorpion Ce ne sera pas le moment de se lancer dans des spéculations hasardeuses ; tenez-vous-en aux valeurs sûres. N'essayez pas d'imposer votre volonté à contre-courant, vous pourriez être balayé de manière irrémédiable.

Capricorne Ce sera une journée de chance sur le plan financier, où votre savoir-faire et votre sens critique vous permettront d'agir d'une manière beaucoup plus avantageuse que d'habitude. Les finances seront plus solides et vous aurez un flair pour rentabiliser vos bénéfices. Toutefois, il ne faudra pas vous laisser aller, même si les choses vous paraissent plus faciles, car toute imprévoyance ou toute négligence pourraient encore vous coûter cher.

Sagittaire Dans le domaine matériel, vous aurez intérêt à vous surveiller de très près. En effet, l'influence euphorisante de Jupiter pourrait bien avoir sur vous des effets pervers. Vous dépenserez à tort et à travers, et votre boulimie d'achats risque de prendre des proportions catastrophiques. Heureusement, Jupiter favorisera aussi les coups de chance et les opportunités très intéressantes.

Verseau Vous pourrez avoir quelques petits problèmes côté finances. Il est possible que votre équilibre financier soit perturbé. Vos revenus ne vont probablement pas baisser, mais ils ne vont certainement pas non plus augmenter. C'est pourquoi le moindre accroissement de vos dépenses pourra déstabiliser votre budget.

Poisson Votre charme sera à l'origine de la chance insolente que vous aurez ce jour. L'argent devrait rentrer facilement ; vous pourriez l'avoir presque en claquant des doigts. Quant à l'avancement dont vous rêvez, on vous le proposera spontanément. Vous pourrez parler haut et fort et affirmer ce que vous avez de plus authentique : on vous écoutera.

L'économiste

Premier Quotidien Economique du Togo. REC N°0602/11/12/19/HAAC
Journal spécialisé d'informations d'analyses et d'investigations économiques, financières et boursières
Edité par l'Agence de communication « CHEZ VOUS TOGO »
N° RCCM : TG-LFW-01-2022-B12-01207
Adresse : Rue Entreprise de l'Union, en face de la Pharmacie des Roses – Agoè Télèssou
Email : contact@leconomistedutogo.tg
Site web : www.leconomistedutogo.tg
REC N°0650 / 07 / 09 / 2022 / HAAC

Directeur Général

Léonard DOSSOU
(+228 96 26 05 15)

Administrateur Délégué

Anicet Carlos OKE
(+228 91 46 14 79)

Directeur de Publication

TIGOSSOU Midas K.A
(+228 90 16 47 09)

Rédacteur en Chef

Joël YANCLO
(+228 97 78 79 07)

Rédacteurs

Hélène MARTELOT

Nicole ESSO

cVivien ATAHPABEM

Wilson LAWSON

Directeur Commercial

Eli DEKOU

(+228 92 10 93 53)

Correcteur

Michel Yao AYEVA

Graphiste

A.Koffivi. AMOUZOUKPE

IMPACT 2030

Plan stratégique
2025-2030
de la Commission
de l'UEMOA

Blitta / Réparations communautaires**Le HCRRUN offre de l'eau potable aux populations d'Agbandi-Zongo et Diguina**

Deux châteaux d'eau réalisés par le Haut-commissariat à la réconciliation et au renforcement de l'unité nationale (HCRRUN) ont été réceptionnés provisoirement le dimanche 21 décembre dans les villages d'Agbandi-Zongo et Diguina, dans le canton d'Agbandi, (commune Blitta 2).

La réalisation de ces ouvrages entre dans le cadre des réparations communautaires des victimes des troubles socio-politiques de 1958 à 2005. Le but est de permettre aux populations de ces localités de disposer de l'eau potable. Les deux châteaux fonctionnent grâce à l'énergie solaire. Ils comptent, successivement quatre et cinq bornes fontaines, toutes reliées aux châteaux par le biais d'une canalisation. Le préfet de Blitta, Batossa Boukari, représentant la présidente du HCRRUN, a salué la politique d'apaisement et de réconciliation du Président du Conseil, Faure Gnassingbé qui a rendu possible la mise en place de ces ouvrages, à travers le HCRRUN. « La construction de ces châteaux d'eau a été voulue par les populations de



ces deux localités à l'issue de plusieurs concertations entre les équipes du HCRRUN et leurs représentants », a-t-il précisé. En réceptionnant les ouvrages au profit des bénéficiaires, le maire de Blitta 2, Malou Kodjo a exprimé sa reconnaissance au HCRRUN qui, depuis des années, sillonne le pays pour semer les graines du pardon et de la réconciliation. Il a souligné que ces réalisations contribueront à améliorer les conditions de vie des habitants de ces deux

villages. Le porte-parole des bénéficiaires, Edoth Atchou a remercié les donateurs pour ces actions salutaires qui répondent à l'une des leurs préoccupations majeures. « Et en fin, nous avons de l'eau potable. Vraiment nous sommes très heureux. Nous avons fini avec de l'eau dans les marigots », a-t-il confié. Ces cérémonies de réception se sont déroulées en présence des autorités civiles et militaires et des populations bénéficiaires.

Avec ATOP/SF/MEK/BV

Zio/ Plan de développement régional**Une rencontre de restitution des livrables du processus tenu à Davié**

Une rencontre de restitution des livrables du processus de conception du guide national d'élaboration d'un Plan de développement régional (PDR), s'est tenue le vendredi 19 décembre à Davié dans la commune de Zio 1. Il s'agit du rapport de diagnostic et du document du guide national d'élaboration d'un PDR.

La rencontre, présidée par le ministre délégué auprès du ministre de l'Aménagement du Territoire, chargé du Développement local, Koami Gomado a réuni les secrétaires généraux des ministères membres des Comités de pilotage (CoPil) et technique (CoTec), les présidents des conseils régionaux, les secrétaires généraux des gouvernorats, des personnes ressources et représentants des partenaires techniques et financiers. L'objectif est de partager avec les acteurs l'état d'avancement du processus et de plancher sur les orientations stratégiques pour son aboutissement. Les participants ont été renseignés sur le processus d'élaboration du Guide national des PDR, ses thématiques, enjeux majeurs et grands axes. Ils ont pris connaissance du rapport de diagnostic et du document du guide national d'élaboration d'un PDR. Les questions relatives à suite du processus et à la vulgarisation du guide national d'un PDR ont été abordées lors des échanges.



Le ministre Koami Gomado a déclaré que le Togo poursuit ses efforts pour l'éclosion des sociétés radieuses et résilientes sur toute l'étendue du territoire national. C'est à ce titre, poursuit-il, que son ministère, avec le concours de toutes les parties prenantes, a démarré depuis le 1er juillet dernier, le processus de conception d'un référentiel pour orienter la planification du développement régional. M. Gomado a expliqué que ce processus traduit la volonté politique du président du Conseil, Faure Gnassingbé de faire de la décentralisation, un levier majeur du développement, fondé sur un partage de compétences et la valorisation des potentialités locales. Le

ministre a encouragé les participants à plus de collaboration et de synergie d'actions afin d'œuvrer ensemble au développement harmonieux et durable des territoires. Le processus a reçu l'appui technique et financier de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) et la Coopération allemande (GIZ) à travers son « Programme décentralisation et bonne gouvernance », phase 4 (ProDeG IV). Il vise à permettre au Togo de disposer de cet outil capital au bénéfice des régions pour l'élaboration de leurs PDR.

Avec ATOP/BBG/JK

Ogou**La FNGPC COOP-CA célèbre ses vingt ans d'existence**

Les producteurs de coton regroupés au sein de la Fédération nationale des groupements de producteurs de coton (FNGPC COOP-CA) ont célébré, le vendredi 19 décembre à Atakpamé, le vingtième anniversaire de leur organisation.

Les manifestations ont été placées sous le thème « FNGPC, 20 ans de fierté et de résilience ». Elles ont été marquées, par la présentation institutionnelle de la FNGPC COOP-CA, mettant en lumière son parcours, ses missions et ses acquis au service de la filière cotonnière nationale. Un mini-film documentaire retraçant deux décennies d'actions, de résilience et de contributions au développement du secteur coton a été présenté. La célébration a également été marquée par la remise d'un trophée de la FNGPC au gouverneur des Plateaux destiné au Président du Conseil, Faure Gnassingbé. Des distinctions honorifiques ont été décernées aux acteurs et sponsors ayant contribué de manière significative au développement de la filière coton. La coupure du gâteau d'anniversaire, symbole a donné un cachet spécial à la célébration. Le président du conseil d'administration de la FNGPC COOP-CA, Kouroufè Koussouwè a salué le chemin parcouru par la fédération depuis sa création. Il a réaffirmé l'engagement



de la FNGPC COOP-CA à œuvrer pour une filière coton plus performante, inclusive et durable au bénéfice des producteurs. Le gouverneur de la région des Plateaux, le général de brigade Dadjia Maganawé, a apprécié le rôle déterminant joué par la FNGPC COOP-CA dans la promotion du coton, culture stratégique pour l'économie nationale. Il a félicité la fédération pour sa constance et son professionnalisme, puis réitéré l'engagement du gouvernement à accompagner les initiatives visant la modernisation et la compétitivité du secteur agricole. Le directeur général de la Nouvelle société cotonnière du Togo (NSCT), Matrin Drevon, a souligné l'importance straté-

gique de la FNGPC COOP-CA dans l'organisation et la structuration des producteurs de coton. Il a promis la disponibilité de la NSCT à poursuivre et renforcer sa collaboration avec la fédération, en vue de consolider les performances de la filière et d'améliorer les conditions de vie des acteurs à la base. En prélude à cette célébration, la FNGPC COOP-CA a procédé, la veille, à l'inauguration du siège de l'URCOTON COOP-CA des Plateaux érigé dans le quartier Agbadou sur la nationale. Elle a construit dans les quatre autres régions du Togo des sièges de l'URCOTON COOP-CA identiques à celui des Plateaux.

Avec ATOP/KKT/BV

Bayer Leverkusen**La renaissance spectaculaire de Martin Terrier**

Après son superbe coup de scorpion contre Cologne, Martin Terrier a confirmé sa forme retrouvée en étant encore décisif face à Leipzig lors de la 15e journée de Bundesliga. Performant et en pleine renaissance, l'ancien Rennais attire désormais l'attention du Paris FC.

Martin Terrier est bel et bien de retour. Après de longs mois marqués par les blessures et les doutes, l'ancien Rennais, passé aussi du côté de l'Olympique Lyonnais, retrouve progressivement le niveau qui faisait de lui l'un des attaquants les plus redoutés de Ligue 1. Victime d'une rupture du tendon d'Achille droit en janvier 2025, deux ans après une grave blessure aux ligaments croisés, le Français a traversé une période particulièrement compliquée depuis son arrivée au Bayer Leverkusen. Transféré à l'été 2024 pour la somme de 25 millions d'euros, Terrier n'avait jusque-là pas eu l'occasion de s'exprimer pleinement, freiné par son état physique et une concurrence dense dans le secteur offensif. Mais depuis plusieurs semaines, les signaux sont clairs : le calvaire touche à sa fin et l'attaquant de 28 ans est en train de retrouver rythme, confiance et efficacité. Le



déclic s'est confirmé le week-end dernier, lors de la 14e journée de Bundesliga face à Cologne. Entré à l'heure de jeu dans une rencontre longtemps fermée, Martin Terrier a changé le cours du match en quelques minutes seulement. Sur un centre d'Arthur, le Français a inscrit un but exceptionnel d'un coup de scorpion somptueux, offrant l'avantage à Leverkusen avant qu'Andrich ne scelle la victoire (2-0).

Martin Terrier enchaîne enfin

Hier, le Français a récidivé, cette fois dans un rôle encore plus affirmé. Titularisé pour seulement la deuxième fois de la saison en Bundesliga, Martin Terrier était aligné sur le couloir gauche face

au RB Leipzig. Là encore, il a répondu présent. Après l'ouverture du score de Leipzig, l'ancien Rennais a remis les deux équipes à égalité à la 40e minute, parfaitement servi par Arthur. Ce but a lancé la révolte de Leverkusen, vainqueur (1-3) au terme d'un match renversant. Avec 3 buts inscrits en seulement 2 titularisations cette saison en Bundesliga, Terrier affiche des statistiques impressionnantes qui rappellent ses meilleures années à Rennes, notamment lors de l'exercice 2021-2022. Son entraîneur, Kasper Hjulmand, n'a pas manqué de souligner son importance : « c'est un moment fantastique. Et surtout, il travaille très bien pour l'équipe », preuve que son apport dépasse le simple cadre statistique. Ce retour en grâce n'est pas passé inaperçu en Ligue 1. Selon L'Équipe, le Paris FC, en quête de renforts offensifs pour sécuriser son maintien en Ligue 1, suivrait de près la situation de Martin Terrier.

Avec footmercato.net

SPÉCIALE PROMO

AZANBOKO | M'NA KAZANDO

2026

VIVEZ LA FIN D'ANNÉE AUTREMENT
AVEC BB LOMÉ

-18

Abus dangereux pour la santé. A boire avec modération.

BB LOMÉ S.A.

www.bb-lome.com

f i in

WOOTO
Spécialité

PILS
la Bière Togolaise

Lager